

POUR RÉUSSIR EN AFRIQUE, il faut bien connaître le continent

Entretien avec Etienne Giros, Président Délégué du Conseil Français des Investisseurs en Afrique (CIAN) et Président du Conseil Européen des Affaires pour l'Afrique et la Méditerranée (EBCAM) qui nous en dit plus sur la place des entreprises françaises en Afrique et le rôle du CIAN dans le développement et le renforcement de leur position sur le continent africain.



Etienne Giros

Rappelez-nous les missions du CIAN ?

Le CIAN est une association patronale qui regroupe des entreprises essentiellement françaises qui investissent ou ont l'intention d'investir en Afrique. Nous regroupons plus de 180 membres, des entreprises de toutes tailles qui opèrent dans tous les secteurs de l'économie. Notre principale mission est d'accompagner au mieux nos membres dans leur développement. Réussir en Afrique n'est pas plus compliqué qu'ailleurs, à condition de s'accoutumer et de bien connaître le mode de fonctionnement du continent.

Aujourd'hui, l'Afrique connaît de profonds bouleversements depuis qu'elle est entrée dans

la mondialisation. Si la France y bénéficie encore d'une forte position, il est important de consolider et de renforcer cette présence. Notre rôle est ainsi de tenir nos membres informés de tous ces changements pour leur permettre de se positionner et de poursuivre leur développement sur ce marché qui est de plus en plus concurrentiel.

Nous travaillons donc sur des questions de fond pour approfondir nos connaissances et expertises. Nous avons des commissions permanentes qui se réunissent 2 à 6 fois par an autour de sujets d'intérêts généraux : le digital, la sûreté, la santé, la formation, la fiscalité, la lutte contre la corruption. Nous réfléchissons aussi à d'autres thématiques en dehors de ces commissions comme l'économie circulaire, les relations avec l'Union Européenne...

Nous pouvons ainsi faire valoir notre point de vue, voire peser sur certaines décisions en prenant des positions fortes et éclairées fondées sur les travaux de fond et de réflexion que nous menons.

Le CIAN est aussi le représentant du secteur privé auprès des pouvoirs publics français, de l'Europe et des ambassadeurs des pays africains en France. Nous plaçons la cause du secteur privé auprès de ces différentes parties prenantes.

Nos membres génèrent en Afrique un chiffre d'affaires de plus de 60 milliards d'euros. Ce chiffre montre l'importance du continent africain pour la France qui se classe juste derrière l'Europe. Nous avons donc un véritable travail à mener pour promouvoir cette réalité aussi bien auprès des pouvoirs publics que l'opinion.

L'Afrique est aujourd'hui reconnue comme une terre d'opportunités économiques, commerciales et industrielles. Quelle est votre vision de la situation et du contexte africains ?

Les chiffres montrent que l'Afrique bouge. De manière générale, entre 2000 et 2010, le continent a enregistré une croissance moyenne de 5,8%. Après la récente crise pétrolière et des matières premières, l'Afrique renoue avec une croissance moyenne de 4%. À cela s'ajoute une très forte croissance démographique. Aujourd'hui, il y a 1 milliard 400 millions d'Africains. En 2050, on estime qu'il y aura 2 milliards 450 millions d'habitants en Afrique, soit 1 milliard de personnes supplémentaires. Cette évolution démographique pose des défis considérables aussi bien pour les pays africains que pour les entreprises qui travaillent en Afrique.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ces forts bouleversements. Depuis 20 ans, l'Afrique est entrée dans la mondialisation. Jusque-là, le nombre de ses partenaires était limité, mais depuis l'ouverture des frontières et l'arrivée d'internet, de nouveaux acteurs comme la Chine, la Turquie ou encore l'Inde conquièrent des parts de marché.

Ensuite, il y a eu les politiques de stabilisation imposées ou mises en place par le FMI ou la Banque Mondiale au début des années 90 qui ont notamment abouti à une restructuration de la dette.

À l'heure actuelle, selon les pays, nous ignorons si la croissance du continent sera inclusive ou chaotique – alors qu'il reste encore beaucoup de défis à relever pour l'Afrique :

- la gouvernance : il s'agit de l'alternance, de la qualité de l'action publique, de la justice, de la stabilité fiscale, de la corruption ... ;
- le développement des infrastructures, que ce soit dans le secteur agricole ou énergétique ;
- l'éducation et la formation.

Quelles sont les principales tendances qui touchent les entreprises françaises ?

Pour des raisons historiques, les entreprises françaises sont davantage présentes dans les pays francophones. Les pays non-francophones sont très dynamiques et s'appuient souvent sur une culture business différente de la culture des affaires française. Ils présentent des perspectives de développement intéressantes pour nos entreprises. Il est quelquefois plus facile pour une entreprise de partir de zéro que d'augmenter sa présence sur un marché où elle est déjà implantée.

Depuis quelques années, nous entendons que les entreprises françaises perdent des parts de marchés en Afrique. En 2000, elles représentaient 10% des importations africaines contre 5% aujourd'hui. Il ne faut pourtant pas oublier que la majorité des entreprises françaises en Afrique ont des filiales et n'exportent pas. Il est vrai que dans certains secteurs, elles sont en perte de vitesse. Il y a 30 ans, les constructeurs automobiles français étaient dominants en Afrique, aujourd'hui, les principaux constructeurs sont asiatiques ou encore indiens. Avec la multiplication de nouveaux acteurs, il faut une volonté collective de notre pays pour accompagner les entreprises françaises et leur développement en Afrique.



Dans ce cadre, quel est votre positionnement et comment accompagnez-vous concrètement les investisseurs français ?

Au sein du CIAN, nous sommes des défenseurs de l'Afrique. Nous incitons les entreprises qui ne sont pas en Afrique à y aller, et celles qui y sont déjà à renforcer et développer leur position. Encore aujourd'hui, l'Afrique peut inquiéter, elle est parfois décourageante, mais vraiment enthousiasmante.

Dans le cadre de la situation économique actuelle et compte tenu du morcellement des pays, des richesses et du niveau de vie, les marchés sont encore de petite taille. Pour toutes ces raisons, c'est le moment de se lancer dans l'aventure africaine. Dans une trentaine d'années, il sera beaucoup plus difficile de percer pour les entreprises. Et pour y parvenir, il faut accepter de prendre des risques. En effet, ces petits marchés vont grossir et seront les marchés de

demain. Et il ne faut pas perdre de vue que les entreprises qui y sont déjà se développent et gagnent de l'argent.

Nous mettons à la disposition des entreprises un réseau, des informations et une visibilité de la situation en Afrique. Concrètement, nous expliquons l'Afrique aux entreprises françaises pour leur permettre d'aller sur ce marché, et nous faisons leur promotion auprès des pouvoirs publics.

Et pour conclure ?

Le développement de l'Afrique est un enjeu géostratégique important pour la France en termes de migration et de sécurité. Dans ce contexte, il est plus que jamais dans l'intérêt de la France que ses entreprises se développent en Afrique. ×